

des centaines de mes concitoyens se sont rendus à des endroits comme Minneapolis et St. Paul pour y dépenser inutilement de \$200 à \$500. Ils auraient pu acheter plus de marchandises au Canada avec le même montant d'argent. Mais ces gens-là tenaient mordicus à aller aux Etats-Unis.

Du moment que la parité du change a été rétablie, les Américains ayant placé des fonds au Canada se sont mis à vendre leurs biens. Je connais un cas qui s'est passé dans le voisinage du lieu où demeure mon honorable ami de St-Jean-Baptiste (l'honorable A.-L. Beaubien). Un Américain possédait un certain nombre de fermes à cet endroit et refusait absolument de vendre tant que le taux du change lui rapportait \$1.11 pour son dollar. Plus tard il a vendu ses terres et emporté son argent aux Etats-Unis. De plus, nous recevions une prime de \$3.50 sur notre or et notre pâte à papier, et une autre prime de 10 p. 100 sur toutes les autres marchandises que nous vendions aux Etats-Unis.

L'étude de la statistique de 1935 à 1945, sauf celle des trois années au cours desquelles les Etats-Unis ont acheté du matériel de guerre au Canada pour l'expédier en Europe, révèle que le taux du change nous a toujours été préjudiciable. L'inévitable s'est produit. La réserve s'épuisait. Je m'en suis rendu compte le printemps dernier. J'ai alors demandé à l'un des experts faisant partie du comité en quoi consistait notre réserve, mais il n'a pas voulu me répondre. Il n'osait pas. Notre réserve diminuait beaucoup plus rapidement qu'il ne l'avait prévu un an auparavant. Pourquoi le Gouvernement a-t-il attendu au mois de novembre pour imposer des restrictions? C'est parce que nous étions alors en train de conclure des accords commerciaux à Genève et qu'on nous a persuadés,—c'était, je crois, les Etats-Unis,—que les accords tomberaient à l'eau si nous intervenions dans la question du change. L'épuisement rapide de notre réserve nous est apparu nettement lorsqu'un certain soir vers les neuf heures M. King a communiqué les accords aux Canadiens, par la voix de la radio, et qu'à dix heures M. Abbott prononçait à son tour un discours qui les supprimait tous. Je n'ai même pas eu le temps de me lever de mon fauteuil pour me dégourdir, car le discours de M. Abbott nous est arrivé immédiatement après celui de M. King. Nous avons conclu des accords et je m'en réjouissais, car j'étais convaincu que dorénavant nous pourrions vendre nos marchandises aux Etats-Unis et dans d'autres pays du monde; que nous étions en voie de devenir le peuple le plus prospère du globe. J'ai pensé aussitôt crier à mon épouse qui se trou-

vait à l'étage supérieur: "Descends donc. Je vais t'acheter deux robes neuves. Les choses vont devenir si bonnes pour nous que nous ne saurons plus que faire de notre argent." Heureusement, cependant, que ma prudence d'Ecossais a pris le dessus et je me suis dit: "Un instant! M. Abbott ne s'est pas encore fait entendre." Après qu'il eut terminé son discours, je ne pensais plus la même chose: "Sapristi! Au lieu de pouvoir acheter deux robes neuves à mon épouse, il faudra, au contraire qu'elle m'achète un complet neuf." (*Exclamations*) En fait les Américains croient que notre argent n'a pas autant de valeur que le leur. A mon sens, les échanges internationaux devraient se faire librement. Il faut nécessairement en venir à cela en dernier ressort.

Combien n'en a-t-on pas entendu chez nous discourir et sermoner sur la prospérité dans laquelle nous vivons? Si M. Duncan dit vrai, et c'est mon avis, on ne nous accorde que deux ans pour prendre pied dans le commerce mondial et faire face à la concurrence européenne, asiatique et américaine. Nous est-il possible d'en arriver là avec la semaine de quarante heures? Je ne le crois pas. Il nous faut envisager la situation, et plus tôt nous le ferons, mieux ce sera pour le public. Les difficultés que les gens ont à supporter seront réduites d'autant. Si l'on se décidait à avouer aux gens sans arrière-pensée, et c'est ce qu'on devrait faire, exactement à quel rythme notre argent s'épuise, il serait alors possible de prendre des mesures pour reviser notre économie de façon à faire face à la situation.

L'honorable M. LAMBERT: L'honorable sénateur ne se souvient-il pas des fréquents avertissements qu'on lui a donnés à ce sujet l'an dernier? A une séance spéciale du comité des banques, M. Towers donnait une idée du montant de la réserve de dollars américains et prédisait qu'en deça d'un an 600 millions de ce montant seraient dépensés.

L'honorable M. HAIG: J'assistais à cette séance, mais M. Towers ne m'a pas dit qu'un an plus tard la réserve fondrait si rapidement. Il ne l'a pas dit au Gouvernement, ou s'il le lui a dit, celui-ci ne l'a pas écouté.

L'honorable M. LAMBERT: Il estimait que l'avertissement de l'année précédente suffisait.

L'honorable M. HAIG: Je ne défends ni n'accuse M. Towers. Le Gouvernement du Canada doit rendre compte de sa conduite aux Canadiens et je suis assuré que si les choses avaient bien tourné, mon honorable ami n'aurait jamais mentionné le nom de